

**modifications aux
municipalités****du Québec**DOCUMENTS
DE RÉFÉRENCE**2004**

Ce document présente l'ensemble des modifications aux municipalités du Québec pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2004.

Chacune des modifications municipales a fait l'objet d'une publication préalable dans la *Gazette officielle du Québec* ou encore dans le recueil des *Lois du Québec*. Ces sources de renseignements sont considérées comme officielles en ce qu'elles indiquent la date d'entrée en vigueur des transformations municipales.

Cette revue annuelle regroupe l'ensemble de l'information publiée dans les bulletins mensuels d'information intitulés *Modifications aux municipalités du Québec*. Toutefois, la plupart des rubriques spéciales publiées dans les bulletins mensuels y figurent, notamment celles portant sur les changements d'appartenance à une MRC et celles illustrant les modifications aux découpages territoriaux. Au besoin, on référera à ces derniers pour en extraire les informations désirées.

Le tableau ci-dessous montre sommairement la répartition du nombre total de modifications municipales, selon le type, survenues en 2004.

Modifications municipales, Québec, 2004

Changement de nom	3
Changement de statut juridique	7
Changement de nom et de statut juridique	—
Annexion totale	—
Annexion partielle	9
Constitution en municipalité locale	2
Érection à partir d'un regroupement de municipalités	1
Changement d'appartenance à une MRC	—
Démembrement (division) d'un territoire	—
Total	22

Cette publication a été réalisée par :

Pierre-François Ricard,
Responsable de la codification géographique
et de la normalisation territoriale

Sous la direction de :

Jean Zal

Pour tout renseignement concernant le
contenu de cette publication :

Direction de l'édition et des communications
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy — 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2403
Télécopieur : (418) 643-4129
Courriel : edition.communications@stat.gouv.qc.ca

Codets et descripteurs de statut juridique

C	003	Cité
V	010	Ville
VL	006	Municipalité de village
P	004	Municipalité de paroisse
CT	001	Municipalité de canton
CU	002	Municipalité de cantons unis
M	005	Municipalité
R	081	Réserve indienne
NO	091	Territoire non organisé
VC	007	Municipalité de village cri
VN	009	Municipalité de village nordique
VK	008	Municipalité de village naskapi
EI	082	Établissement amérindien
TC	084	Terres réservées aux Cris
TK	085	Terres réservées aux Naskapis
TI	086	Terres de la catégorie I pour les Inuits

Codes et types de modification

0	Démembrement (division) d'un territoire
1	Changement de nom
2	Changement de statut juridique
3	Changement de nom et de statut juridique
5	Annexion totale
6	Constitution en municipalité locale
7	Érection à partir d'un regroupement de municipalités
8	Annexion partielle
9	Changement d'appartenance à une MRC

Abréviation

GOQ	Gazette officielle du Québec
FCGQ	Fichier du code géographique du Québec
L.Q.	Lois du Québec

Modifications aux municipalités du Québec, 2004

Situation antérieure	Modification		Situation nouvelle	Source
Nom, statut (Code géographique 1991 – 1981)	Date	Code	Nom, statut (Code géographique 1991 – 1981)	
Saint-Dominique-du-Rosaire, M (88065 – 84660)	2004-01-01	8 ¹	Berry, M (88070 – 84770)	GOQ ² , partie 1, n° 51 page 1304
Saint-Félix-de-Dalquier, M (88060 – 84460)	2004-01-01	8 ¹	Berry, M (88070 – 84770)	GOQ ² , partie 1, n° 51 page 1304
Compton, M (44071 – 25420)	2004-01-01	8 ¹	Waterville, V (44080 – 25440)	GOQ ² , partie 1, n° 51 page 1305
Tingwick, P (39025 – 34230)	2004-01-10	2	Tingwick, M (39025 – 34230)	GOQ, partie 1, n° 2 page 51
Sainte-Anne-de-Portneuf, M (95040 – 97450)	2004-01-31	1	Portneuf-sur-Mer, M (95040 – 97450)	GOQ, partie 1, n° 5 page 117
Alleyn-et-Cawood, CU (84050 – 80410)	2004-02-07	2	Alleyn-et-Cawood, M (84050 – 80410)	GOQ, partie 1, n° 6 page 147
Berthier-sur-Mer, P (18065 – 14700)	2004-02-07	2	Berthier-sur-Mer, M (18065 – 14700)	GOQ, partie 1, n° 6 page 147
Deleage, M (83070 – 78560)	2004-03-20	1	Déléage ³ , M (83070 – 78560)	GOQ, partie 1, n° 12 page 294
Bonsecours, M (42040 – 39450)	2004-03-27	8 ¹	Lawrenceville, VL (42045 – 39400)	GOQ, partie 1, n° 13 page 314
Bristol, CT (84005 – 80150)	2004-04-24	2	Bristol, M (84005 – 80150)	GOQ, partie 1, n° 17 page 418
Saint-André-Avellin, M (80027 – 75210)	2004-06-05	8 ¹	Ripon, M (80078 – 75490)	GOQ, partie 1, n° 23 page 559
Saint-Marc-des-Carrières, VL (34065 – 29440)	2004-06-12	2	Saint-Marc-des-Carrières, V (34065 – 29440)	GOQ, partie 1, n° 24 page 577
Drummondville, V (49057 – 41715)	2004-07-07	7	Drummondville, V (49058 – 41725)	GOQ, partie 2, n° 27 page 3321
Saint-Nicéphore, V (49035 – 41520)				
Saint-Charles-de-Drummond, M (49065 – 41680)				
Saint-Joachim-de-Courval, P (49090 – 42120)				

Modifications aux municipalités du Québec, 2004 (suite)

Situation antérieure	Modification		Situation nouvelle	Source
Nom, statut (Code géographique 1991 – 1981)	Date	Code	Nom, statut (Code géographique 1991 – 1981)	
Princeville, V (32033 – 34475)	2004-07-10	8 ¹	Victoriaville, V (39062 – 34450)	GOQ, partie 1, n° 28 page 692
Lac-Masketsi, NO (35902 – 32929)	2004-08-28	8 ¹	Trois-Rives, M (35055 – 32630)	GOQ partie 1, n° 35 page 891
Lac-Masketsi, NO (35902 – 32929)	2004-08-28	8 ¹	Lac-aux-Sables, P (35010 – 29780)	GOQ, partie 1, n° 35 page 892
Baie-d'Hudson, NO (99904 – 98965)	2004-09-08 ⁴	6	Kuujuarapik, TI (99877 – 98872)	GOQ partie 2, n° 39 page 4119
Baie-d'Hudson, NO (99904 – 98965)	2004-09-08 ⁴	6	Umiujaq, TI (99878 – 98873)	GOQ, partie 2, n° 39 page 4124
Litchfield, CT (84040 – 80280)	2004-11-06	2	Litchfield, M (84040 – 80280)	GOQ partie 1, n° 45 page 1099
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, M (71065 – 72130)	2004-11-06	2	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, V (71065 – 72130)	GOQ, partie 1, n° 45 page 1100
Saint-Edmond, M (92050 – 90560)	2004-11-27	1	Saint-Edmond-les-Plaines, M (92050 – 90560)	GOQ, partie 1, n° 48 page 1187
Grenville, VL (76055 – 74320)	2004-12-15	8 ^{1,5}	Grenville-sur-la-Rouge, M (76052 – 74350)	GOQ partie 2, n° 50 page 5369

1. Dans le cas d'une annexion partielle (code 8) ou totale (code 5), il faut comprendre que le territoire touché par l'annexion, faisant partie de l'entité mentionnée dans la colonne « Situation antérieure », est rattaché à l'entité mentionnée dans la colonne « Situation nouvelle ».
2. GOQ, partie 1, n° 51, publiée le 20 décembre 2003.
3. Dans le cas présent, il s'agit plutôt, sur le plan juridique, de la rectification de l'orthographe du nom de la municipalité; elle est traitée ici comme un changement de nom aux fins du système informatique du code géographique.
4. La date de la modification est celle de la délivrance des lettres patentes octroyant le transfert final des terres de la catégorie I à la corporation financière inuit.
Décret 861-2004, 8 septembre 2004 « Concernant le transfert de la propriété des terres de la catégorie I à la Corporation foncière de Kuujuarapik ».
Décret 862-2004, 8 septembre 2004 « Concernant le transfert de la propriété des terres de la catégorie I à la Corporation foncière d'Umiujaq ».
5. Dans le cas présent, il s'agit plutôt, sur le plan juridique, d'un redressement de limites territoriales entre les deux municipalités impliquées. Il est traité ici comme une annexion partielle aux fins du système informatique du code géographique.

Fichier du code géographique du Québec

Modifications aux découpages territoriaux

I. Territoires administratifs du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)

Régions socio-sanitaires de 2004

- Changement de noms

La Loi sur les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (*Lois du Québec 2003, c. 21*) instaure des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (ADRLSSSS) en remplacement des régies régionales de la santé et des services sociaux (RRSSS)) partout au Québec, à l'exception du territoire situé au nord du 49^e parallèle de latitude nord, où subsistent trois territoires équivalents. Cette loi est entrée en vigueur le 30 janvier 2004.

Le découpage territorial des régions socio-sanitaires est dorénavant basé sur les entités régionales que sont les ADRLSSSS et les territoires équivalents dans le nord québécois, pour un total de 18 composantes. Ces territoires équivalents sont la RRSSS du Nunavik (17), la RRSSS du Nord-du-Québec (10) et la région socio-sanitaire Terres-Cries-de-la Baie-James (18) correspondant au Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James. On se référera au document technique du MSSS¹ pour la liste complète des composantes de ce découpage territorial.

En vertu de cette Loi, deux composantes de ce découpage territorial changent de nom :

Situation antérieure		Situation nouvelle	
Code	Nom	Code	Nom
03	Québec	03	Capitale-Nationale
06	Montréal-Centre	06	Montréal

Ces changements de noms sont dorénavant implantés dans le Fichier du code géographique aux positions désignées par le schéma des enregistrements.

- I. Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service du développement de l'information, *Codes et noms des territoires et des établissements CLSC*, avril 2004

2. Remplacement du codet¹ de statut juridique « TR » (Terre réservée aux Cris et aux Naskapis) par deux nouveaux codets de statut juridique, soit « TC » (Terres réservées aux Cris) et « TK » (Terres réservées aux Naskapis)

Le Bulletin spécial sur le code géographique du Québec (n° 25, août 1988), intitulé *Le statut des terres réservées aux autochtones cris et naskapis du Québec*, présentait la double juridiction provinciale et fédérale qui s'applique dans le territoire nordique québécois, précisément au nord du 49^e parallèle de latitude nord. La législation québécoise concernant les communautés autochtones comprend notamment la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. C-67), la Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois (L.R.Q., c. C-67.1), la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. R-13.1), la Loi sur les autochtones cris, inuit et naskapis et la Loi sur les villages cris et le village naskapi (L.R.Q., c. V-5.1). Par ailleurs, la législation fédérale comprend la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec (Lois et règlements du Canada, 1984, c.18).

La Loi sur le régime des terres désigne et délimite les terres en catégorie I, en catégorie II et en catégorie III, tant en ce qui concerne le territoire situé au sud du 55^e parallèle de latitude nord (Titre III) que celui qui est situé au nord (Titre IV). Les terres de la catégorie I sont subdivisées en terres de catégories IA et IB. Les terres de la catégorie I-N sont subdivisées en terres de catégories IA-N et IB-N. Les huit municipalités de village cri sont érigées à partir des terres de la catégorie IB et la municipalité de village naskapi est érigée à partir des terres de la catégorie IB-N.

Comme le bulletin spécial n° 25 l'expliquait, l'entrée en vigueur, en 1984, de la nouvelle loi fédérale, la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, avait pour conséquence que l'emploi du statut juridique de réserve indienne n'était plus approprié pour désigner les entités territoriales des communautés cries et naskapie. On avait alors introduit le nouveau codet et descripteur de statut juridique « TR » pour Terre réservée aux Cris et aux Naskapis.

La Loi sur le régime des terres comporte deux articles distincts pour traiter des terres destinées à ces deux communautés. D'une part, l'article 18 fait état du transfert au gouvernement du Canada des terres de la catégorie IA, pour l'usage et le bénéfice exclusif des administrations locales cries. D'autre part, l'article 193.1 mentionne le transfert au gouvernement du Canada des terres de la catégorie IA-N, pour l'usage et le bénéfice exclusif de l'administration locale naskapie.

En prenant acte de cette distinction, et aux fins d'uniformisation avec l'usage retenu dans les systèmes informatiques du ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, on juge préférable de remplacer le codet « TR » par deux nouveaux codets :

« TC » Terres réservées aux Cris

et

« TK » Terres réservées aux Naskapis

1. Selon un code donné, représentation d'un objet appartenant à un ensemble (définition selon le projet de standard SGQRI 46-8)

Les entités territoriales concernées dans le Fichier du code géographique figurent dans le tableau suivant :

Code géographique	Nom de l'entité territoriale	Codet de statut juridique
97806	Kawawachikamach	TK
99802	Waswanipi	TC
99804	Mistissini	TC
99806	Waskaganish	TC
99808	Nemiscau	TC
99810	Eastmain	TC
99812	Wemindji	TC
99814	Chisasibi	TC
99816	Whapmagoostui	TC

Aux fins du système informatique du code géographique, le remplacement de l'actuel codet « TR » par les deux nouveaux codets « TC » et « TK » est inscrit rétroactivement au 3 juillet 1984, date de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les Cris et les Naskapis du Québec.

Ce changement est dorénavant implanté dans le Fichier du code géographique.

Institut de la statistique du Québec
Janvier 2005

Modifications aux municipalités du Québec

Changement d'adresse

Veuillez remplir le présent avis et le retourner à :

Institut de la statistique du Québec
Direction de l'édition et des communications
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4

Nom : _____

Numéro d'abonné
(s'il y a lieu) : _____
(numéro inscrit sur l'étiquette)

Ancienne adresse :

Nouvelle adresse :

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone: (418) 691-2401

ou

Téléphone: 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web: www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
1^{er} trimestre 2005
ISSN 0843-8250

Tirage limité.
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisée à condition
de mentionner la source.

Février 2005